

# ALERTE

#003  
Mars 2017

Bulletin d'information et de sensibilisation sur les questions de prévention et de gestion des conflits en région forestière



de la part du  
Peuple japonais



PEACEBUILDING FUND



Au service  
des peuples  
et des nations



PHOTO DE FAMILLE DE L'ATELIER DE CAPITALISATION DES ACQUIS  
DU PROJET LES 14 ET 15 DECEMBRE 2016

## EDITORIAL... P2

PROJET « D'APPUI AU RENFORCEMENT DES INITIATIVES LOCALES DE PREVENTION DES CONFLITS ET DES INFRASTRUCTURES SOCIALES DE PAIX EN GUINEE FORESTIERE ». Résumé de la mise en œuvre (Période d'octobre 2015 à décembre 2016)...P3-4

QUELQUES CONFLITS RESOLUS PAR LES SYNERGIES DES ACTEURS DE PAIX... P5-6

ECHO DANS LA REGION... P7

PRESENTATION ACORD, WANEP ET PBF... P8

**Directeur de publication:** Macky Bah - **Coordinateur:** Francois Fadoua Tolno - **Comité de rédaction:** Macky Bah, Francois Fadoua Tolno, Mamoudou Traore, Kaman Koulemou, Aime Stephen Mansare, Saliou Camara  
**Conception Graphique & Réalisation:** Marquage, **Directeur Artistique:** Momo Design, **Impression:** Marquage  
**Tirage:** 500 Exemplaires



## «Les infrastructures de paix : Vers la pérennisation des acquis et l'extension de l'expérience pilote réussie de la Guinée forestière»

Selon la Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement adoptée par l'Assemblée Générale en 1986, la paix et la sécurité internationale sont des éléments essentiels pour la réalisation du droit au développement. Ceci implique que tout individu a le droit de participer, mais aussi de profiter d'un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme, ainsi que toutes ses libertés fondamentales sont pleinement respectés afin que chacun puisse bénéficier effectivement de ce développement.

Il est donc indéniable que la prise en compte des questions sociales relatives à la paix, la sécurité et au respect des droits de l'Homme apparaît comme essentielle dans la détermination des stratégies d'appui au développement apportées par le PNUD aux populations de la Guinée forestière depuis plusieurs années.

En analysant la problématique actuelle du développement socio-économique, qui répond aux besoins et à la demande sociale exprimée en Région forestière, il ressort curieusement que les acteurs étatiques, communautaires ainsi que les partenaires admettent unanimement que :

- Le niveau actuel d'ébranlement des dynamiques locales de développement dans cette région résulte essentiellement d'un contexte qui met en avant les problèmes liés aux conflits communautaires récurrents, aux facteurs croisés qui concernent à la fois les conséquences négatives de la proximité avec des pays en situation post-conflictuelle (Côte d'Ivoire, Libéria et Sierra Leone), à l'effritement des valeurs sociales (autorité parentale), au manque de civisme, à la problématique de l'emploi des jeunes, à l'accès des femmes aux crédits, aux violences subies par

les femmes et enfants, mais aussi à la protection sociale.

- De ces problèmes systémiques récurrents résulte une fragilité sociale généralisée, perçue par tous comme un des obstacles déterminants influençant le bon déroulement de toutes les initiatives de développement ces dix dernières années.

Avec le financement du PBF (le Fond de consolidation de la paix des Nations Unies), le PNUD a effectué des interventions visant à appuyer des mesures afin de renverser cette tendance, par le biais de projets et programmes de consolidation de la paix. Les conclusions croisées qui en ont découlé ont été indubitablement centrées sur la mise en place des infrastructures sociales dans le but de prévenir et gérer les conflits, de manière à resserrer le tissu social déchiré, et à relancer les dynamiques sociales de développement.

Même s'il faut saluer les efforts conjugués du Gouvernement et des partenaires à travers la mise en œuvre de ces nombreux projets et programmes ces dix dernières années, qui ont permis de noter en fin d'année 2012 une légère amélioration de certains indicateurs sociaux (notamment dans les domaines de l'accès aux services de santé et d'eau potable), il faut noter que la pauvreté dans son ensemble s'est aggravée avec les conflits récurrents, mais aussi l'apparition du virus Ebola, faisant de la région de N'Zérékoré la plus pauvre du pays.

En plus de plusieurs autres appuis relatifs à la croissance dans cette région, le PNUD, dans le cadre précis de la consolidation de la paix en région forestière, a commandité trois recherches-actions (Une étude sur les pactes intercommunautaires de cohabitation pacifique, une étude diagnostique des causes profondes

des conflits intercommunautaires, une étude sur l'état des lieux des infrastructures de paix).

Les recommandations croisées issues de ces recherches devraient permettre la mise en place et le meilleur fonctionnement des infrastructures sociales de paix à l'échelon des communes rurales, urbaines, des préfectures et de la région.

Aujourd'hui, grâce à la pertinence des stratégies mises en place par le consortium ACORD et WANEP, les acquis sont indéniables, avec plus de 50 SYCAP, 7 SYPAP et une SYRAP fonctionnelles, qui contribuent aussi bien aux alertes précoces qu'à la prévention et à la résolution des conflits dans la région. En moins de 6 mois de fonctionnement, plus de 119 conflits ont déjà été résolus de manière pacifique à la satisfaction de tous.

Cependant, les défis à relever sont encore énormes en termes d'appui à la pérennisation des acquis, mais aussi à l'enclenchement très prochain du processus coordonné d'extension de cette expérience pilote aux autres régions du pays, jusqu'à ce que l'appropriation nationale soit totale et irréversible.

A ce stade de la mise en place et du fonctionnement des nouvelles infrastructures sociales de paix aussi bien à l'échelle des communes, des préfectures, mais aussi de la région, les autorités administratives de la région forestière à tous les niveaux (communales, préfectorales et régionales) sont à féliciter pour leur remarquable implication dans la mise en œuvre de ce projet, mais surtout à encourager pour le processus complexe de pérennisation et d'appropriation qui devra commencer maintenant.

**Vive le partenariat PNUD et consortium ACCOR/WANEP**





Monsieur le Gouverneur de Nzérékoré prononçant le discours de bienvenue lors de l'atelier de réflexion sur la mise en place d'une infrastructure de Paix en Guinée forestière.

## II. PROJET « D'APPUI AU RENFORCEMENT DES INITIATIVES LOCALES DE PREVENTION DES CONFLITS ET DES INFRASTRUCTURES SOCIALES DE PAIX EN GUINEE FORESTIERE ».

Résumé de la mise en œuvre  
(Période d'octobre 2015 à  
décembre 2016)

### 1) Contexte et justification du projet

Au cours de la dernière élection présidentielle en 2010, le contexte politique guinéen a été caractérisé par de nombreuses lignes de fractures sociales, la faiblesse d'une participation élargie à l'ensemble des citoyens de la vie nationale, et une configuration potentiellement conflictuelle. De plus, des violences intercommunautaires ont été constatées dans la presque totalité des régions du Pays avec plus d'acuité en Guinée forestière.

Dans ce contexte et au regard de la situation sociopolitique actuelle, il serait pertinent en tout premier lieu, de mettre en place des mécanismes de dialogue et de concertation entre les acteurs et de renforcer les dispositifs de prévention et résolution pacifique des conflits. Ensuite de promouvoir la coexistence pacifique des différentes communautés guinéennes, au-delà

de leur appartenance politique, religieuse et/ou ethnique. Serait-il nécessaire de souligner que plusieurs expériences de déploiement de mécanismes et dispositifs d'alerte précoce ont été enregistrées sur le terrain et soutenues par les agences des Nations Unies, notamment le PNUD, L'UNICEF, l'UNESCO avec un réel déficit en termes de mécanisme de réponse rapide aux conflits.

Ce constat est encore plus marqué en région forestière. Elle a connu ces dernières années des conflits récurrents. Les plaies résultant des affrontements intercommunautaires de juillet 2013 à Nzérékoré ayant fait 217 morts et 267 disparus sont encore béantes sans compter par le passé les conflits de Saoro, Zogotha, Guéckédou et Beyla qui méritent des réponses appropriées à court terme.

Par ailleurs, cette région a été celle qui en Guinée a été la plus en contact par conséquent la plus affectée par les guerres en Sierra Léone, au Libéria et en Côte d'Ivoire (durant près de 15 ans). Cela se remarque non seulement par la manifestation des facteurs résiduels des conflits à travers la présence de groupes et d'individus ayant pris part aux violences ainsi que l'impact environnemental et socio-anthropologique des conflits dans ces

pays limitrophes. Il est à noter que dans cette région frontalière vivent les mêmes peuples qui ont vécu presque les mêmes histoires.

L'insuffisance et les nombreux dysfonctionnements constatés dans la fourniture à la population des services sociaux de base comme l'eau, la santé, l'électricité, les routes, etc. sont également de nature à discréditer l'État dans ses obligations de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels des citoyens. Cette situation a accentué les tensions et la situation de précarité des jeunes et des femmes qui souffraient déjà d'insécurité alimentaire, exacerbant ainsi les risques de conflits.

L'ensemble de ces problèmes appelle à des réponses appropriées pour la consolidation de la paix dans la région forestière et éviter ainsi qu'elle ne tombe dans une crise ouverte pouvant menacer durablement la paix surtout dans la perspective des prochaines élections communales.

C'est face à cette situation dramatique que le consortium ACORD/WANEP et son partenaire le PNUD met en place ce projet d'une importance capitale pour les communautés forestières.

### 2) Objectifs du projet

Ce projet vise à améliorer la coordination et le dynamisme des mécanismes

existants en matière de prévention et de gestion pacifique des conflits en Guinée forestière à travers la promotion du dialogue, de la concertation et le renforcement des capacités des acteurs en matière d'alerte précoce, de médiation et de résolution pacifique des conflits.

De façon spécifiques il s'agit de :

- Renforcer les capacités et la synergie des acteurs clés de la région forestière sur les mécanismes de prévention, de gestion et de résolution pacifique des conflits, l'alerte précoce et la réponse rapide par la mise en place ou la revitalisation des infrastructures sociales de paix et le développement de réponses spécifiques à certains conflits locaux en collaboration avec les acteurs concernés ;
- Renforcer les cadres de dialogue et de concertation au niveau local, préfectoral et régional afin de favoriser l'émergence d'acteurs locaux (jeunes, femmes, etc.) capables de collecter, d'analyser, de traiter les informations et d'apporter des réponses appropriées.

### 3) Principales activités menées

a) Organisation d'un atelier regroupant les partenaires et parties prenantes engagés dans les questions de paix et sécurité pour faire l'état des lieux des zones à risques de conflit dans les 7 préfectures de la Guinée forestière ;

b) Réalisation d'une étude sur des structures communautaires et sociales de prévention et de gestion pacifique des conflits en vue d'évaluer leurs forces et faiblesses dans la région forestière ;

c) Organisation d'un atelier de validation de l'étude suivi d'une réflexion sur la mise en place d'une infrastructure sociale de paix en Guinée forestière ;

d) Mise en Place des Synergies des Acteurs de Paix au niveau communal, préfectoral et régional dans les sept préfectures de la région forestière et leur renforcement de capacité ;

e) Gestion des conflits par les membres des synergies installées ;

f) Organisation des tables rondes ;

g) Organisation des séances de sensibilisation de masse et de porte à porte.

h) Conception et diffusion d'un spot de sensibilisation ;

i) Organisation des ateliers préfec-

traux d'échange et de partage d'expérience entre les synergies des acteurs de paix et les autres structures de paix existantes dans la région ;

j) Organisation d'un atelier régional de capitalisation des acquis

k) Production et impression de deux bulletins d'alerte et d'informations sur les activités du projet.

### 4) Résultats clés atteints pendant la durée du projet.

*Résultat stratégique 1 : Une cartographie analytique des structures communautaires et sociales de paix dans les localités à risques de conflit de la Guinée forestière est disponible.*

- Un (1) consultant recruté pour la conduite d'une étude sur l'état des lieux des infrastructures sociales de paix dans la région forestière ;

- Un (1) atelier d'harmonisation des interventions avec les parties prenantes engagées dans les questions de paix et sécurité réalisé ;

- L'étude sur l'état des lieux des infrastructures sociales de paix dans les 07 préfectures de la région forestière réalisée et le rapport disponible assorti de recommandations.

*Résultat stratégique 2 : Des infrastructures sociales de paix à l'échelle locale, préfectorale et régionale et leurs démembrements sont mises en place dans les localités à risque de conflit et participent activement à la prévention et/ou à la résolution pacifique des conflits.*

- 1 atelier de réflexion avec les parties prenantes pour la mise en place d'une infrastructure sociale de paix dans la région organisée ;

- 50 synergies communales des acteurs de paix (SYCAP), sept 7 synergies préfectorales des acteurs de paix (SYPAP) et 1 Synergie régionale des acteurs de paix (SYRAP) mises en place ;

- Les capacités des membres des infrastructures de paix renforcées dans l'élaboration des plans d'actions concertés ;

- Les cadres de dialogue et de concertation sur la prévention et la gestion des conflits locaux au niveau préfectoral et régional redynamisés ;

- 5 réunions du comité technique sectoriel de réflexion sur les sujets de préoccupations de la communauté ou les menaces à la paix et à la sécurité

des populations tenues ;

- Au moins 145 conflits communautaires identifiés et gérés localement par les synergies des acteurs de paix à la date du 15 Mars 2017 ;

- 1 acte administratif de reconnaissance des synergies pris par les gouverneurs des régions de Nzérékoré et de Faranah.

#### Résultat stratégique 3 :

*Les capacités de 1000 acteurs clés sont renforcées sur les mécanismes de prévention, de gestion et de résolution pacifique des conflits, l'alerte précoce et la réponse rapide.*

- 1 manuel de formation sur l'alerte précoce, la gestion pacifique des conflits et le développement organisationnel élaboré et distribué ;

- 7 animateurs formateurs formés sur l'analyse des conflits, l'alerte précoce, la réponse rapide et le développement organisationnel ;

- 860 membres des SYCAP dont 217 femmes formés sur leur rôle et responsabilités, l'analyse des conflits, l'alerte précoce et le développement organisationnel ;

- 64 moniteurs dont 12 femmes formés sur la collecte et l'analyse des informations sur la sécurité humaine

- 69 membres des SYPAP dont 12 femmes formés sur l'analyse des conflits, l'alerte précoce et leur rôle et responsabilités.

- 01 système d'alerte précoce dans les communes de la Guinée Forestière renforcé et alimente le système national de WANEP et le système sous régional de la CEDEAO (ECOWARN) ;

- 01 guide de fonctionnement des SYCAP élaboré

### 5) Perspectives

Continuer à accompagner et à encadrer les synergies des acteurs de paix déjà mises en place dans la région forestière ;

- Mettre en place des synergies des acteurs de paix dans les communes rurales non couvertes par le projet ;

- Mettre en échelle l'expérience de la Guinée forestière dans les autres régions.





Les préfets de la région lors de l'atelier de capitalisation des acquis du projet à Nzérékoré

### III. QUELQUES CONFLITS RESOLUS PAR LES SYNERGIES DES ACTEURS DE PAIX.

#### Résolution d'un conflit domanial à Kobela dans la préfecture de Nzérékoré

La SYCAP a été informée le 12 Mai 2016 par les sages de l'existence d'un vieux conflit domanial de plus de 8 ans entre deux villages (Maouo et Kobela 2) autour d'une superficie de 256 hectares.

Tirant les leçons de l'échec des médiations antérieures, les membres de la SYCAP ont initié une rencontre au cours de laquelle ils ont analysé des stratégies communes d'intervention et de médiation basées sur les mécanismes traditionnels de gestion et résolution des conflits domaniaux.

Ils se sont appesantis sur l'histoire des deux familles en conflit et les relations sociales qu'ils ont entretenues depuis de longues dates. Ainsi, ils ont pu identifier des personnes ressources capables d'influencer les positions des différentes parties qui se sont appuyés sur la généalogie, les pactes et alliances sociaux qui jadis régissaient les relations entre ces deux communautés. Ils ont surtout insisté sur le caractère inviolable de ces pactes sous peine de malédiction.

A l'issue de ces démarches les deux communautés se sont rencontrées et ont convenu de se partager le domaine litigieux en tenant compte des besoins de chaque partie. Désormais, les deux communautés vivent et collaborent dans l'entente.

#### Le renouvellement du pacte de non-agression et de bon voisinage entre les villages de Kabayandou, Saouro et Vagbanata contribue à résoudre le différend lié à l'exploitation forestière par la forêt forte à Lola.

Depuis 2013, les avantages liés à l'exploitation forestière (appui au reboisement, l'ouverture de pistes rurales et construction des ponts etc.) créent des frustrations dans cette localité.

Informée par le maire adjoint de la Commune Rurale de Foubadou qui est un membre aussi de la synergie, la SYCAP s'est impliquée activement dans la résolution du conflit depuis le 10 juin 2016.

Ensemble avec le conseil des sages et les autorités de la place, ils ont sensibilisé les protagonistes pour la résolution pacifique du conflit. Et, cela a abouti au renouvellement du pacte de non-agression et de bon voisinage entre les 3 communautés. Par la même occasion les sages de

Saouro et Vagbanata ont sollicité auprès de la société Forêt Forte de faire l'ouverture d'une piste entre les deux villages pour renforcer la cohésion sociale.

#### Les membres de la Synergie empêchent un soulèvement populaire à DIECKE



Comment pérenniser les acquis du projet ?  
reflexion en travaux de groupes des participants lors de l'atelier de capitalisation à Nzérékoré

Une fillette de six ans avait trouvé la mort après avoir été violée par un jeune de 30 ans. Cette situation a créé une tension entre la famille de la victime et celle du criminel tous appartenant à la communauté konianké. La population en colère a voulu tuer le coupable, c'est ainsi que la gendarmerie est intervenue pour l'envoyer en prison mais la famille de la victime n'ayant pas confiance aux agents de la gendarmerie a réagi négativement. Face à cette tension entre les deux familles les autorités locales ont informé la SYCAP, ensemble ils ont conjugué les efforts en sensibilisant toutes les parties prenantes ce qui a contribué à apaiser les esprits et faciliter le transfèrement du coupable à la maison d'arrêt de Yomou.

*A Sangardo, préfecture de Kissidougou, les membres de la SYCAP sauve le foyer d'un imam*

Le 15 Juillet 2016, le chef du village de Kamerendou a informé les membres de la SYCAP du conflit entre les

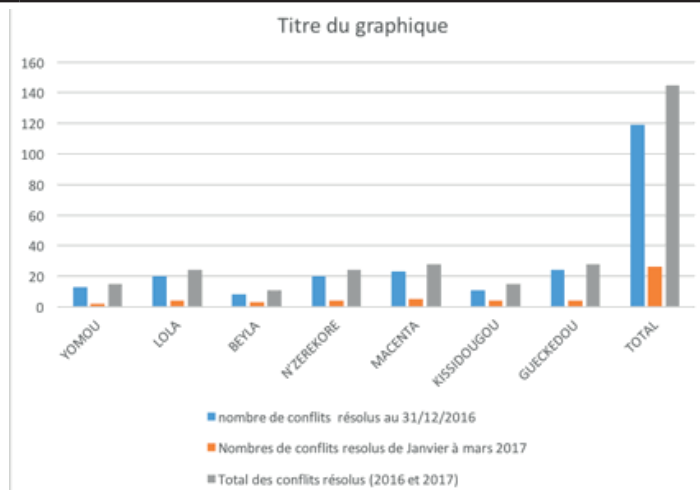
femmes et l'imam de la localité. L'imam était en séparation de corps avec sa femme quand il a retiré son enfant de 03 ans et l'envoyer à sa sœur dans un autre village de la sous-préfecture.

Cet acte a indigné les femmes qui ont décidé de ne plus fréquenter la mosquée si c'est lui qui dirige la prière. Et certains hommes avaient commencé à suivre les consignes de leurs femmes. Pour rétablir l'ordre, le chef de secteur a saisi la Synergie qui a son tour a confié le problème à l'imam principal de la sous-préfecture qui est membre de la Synergie. Après les différentes consultations avec les partis en conflit et les autorités à tous les niveaux, les points suivants ont été arrêtés :

1. Le retour de la femme de l'imam au foyer ;
2. La récupération de l'enfant dans la main de la sœur de l'imam pour Kamerendou
3. La reconduction de l'imam à son poste.

### TABLEAU SYNTHESE DES CONFLITS RESOLUS PAR PREFECTURES au 15 Mars 2017

PREFECTURE	Nombre de conflits résolus au 31/12/2016	Nombres de conflits résolus de Janvier à mars 2017	Total des conflits résolus (2016 et 2017)
YOMOU	13	02	15
LOLA	20	04	24
BEYLA	08	03	11
N'ZEREKORE	20	04	24
MACENTA	23	05	28
KISSIDOUGOU	11	04	15
GUECKEDOU	24	04	28
<b>TOTAL</b>	<b>119</b>	<b>26</b>	<b>145</b>



Compte rendu de la mission d'évaluation du projet au bureau de zone du PNUD à Nzérékoré



Réunion de travail de l'équipe de gestion du projet avec les membres de la SYCAP de Kissidougou



## “Le PNUD dans une forte dynamique de réponse aux besoins et à la demande sociale en Guinée Forestière”



Les actions d'appuis coordonnés et systémiques du PNUD en faveur des populations de la Guinée forestière sont des réponses adéquates à la demande sociale et aux besoins spécifiques de cette localité, ébranlée depuis plusieurs années par des phénomènes aussi bien naturels qu'anthropiques, qui n'ont pas favorisé la valorisation de son énorme potentiel de développement depuis deux décennies.

On peut donc retenir qu'après le cycle de mise en œuvre de nombreux projets spéciaux et programmes, notamment le programme conjoint, le Programme d'Appuis à l'Accélération de la Croissance Inclusive en Guinée (PAACIG) et d'autres initiatives de relance post Ebola qui sont en cours de mise en œuvre et seront probablement clôturés en cette année 2017, des centaines d'actions de développement de proximité ont été réalisées, touchant directement ou indirectement près d'un million de personnes afin de favoriser le réveil des dynamiques locales d'autopromotion, fortement ébranlées et ensommeillées dans les différentes préfectures et communes de cette région.

De toute évidence, le PNUD a un réel impact en Guinée forestière et contribue indubitablement au relèvement socio-économique de la localité, en plus de nombreuses interventions en faveur de la gouvernance et de la consolidation de la paix en termes d'études sur les causes des conflits et l'importance des pactes traditionnels de coexistence pacifiques.

Il est également certain que la mise en place des infrastructures sociales de paix avec les synergies communales, préfectorales et régionales (SYCAP, SYPAP et SRAP), dont l'expérience de la Guinée forestière mérite d'être renforcée et portée à l'échelle nationale, est déjà perçue comme une

réussite.

L'intérêt du PNUD à renverser de façon systématique la tendance actuelle de pauvreté croissante de la région forestière s'est également matérialisé par l'appui à l'organisation d'un forum sur développement économique et social du 15 au 16 février derniers. Les conclusions en termes d'opportunités de financement du programme de développement assorti donnent un espoir aussi bien de croissance que de consolidation de la Paix dans cette région appauvrie, malgré ses énormes potentialités.

**Aimé Stéphane MANSARE**

*Expert du PNUD en*

*Développement local*

*Chef de bureau PNUD Nzérékoré*

### Un forum régional des praticiens de la Paix organisé par SFCG à Nzérékoré

C'est dans la salle de formation du centre de formation professionnelle de Nzérékoré que s'est tenu le forum régional des praticiens de la Paix les 23, 24 et 25 janvier 2017.

Placé sous le thème « Ensemble, Construisons la paix pour une meilleure vie » cette rencontre des partenaires travaillant sur les questions de paix dans la région avait pour objectif de faire l'état des lieux des problèmes qui menacent la cohésion sociale dans cette région afin de proposer des pistes de solutions.

Les participants venus des sept préfectures de la Guinée Forestière ont fortement recommandé la promotion du dialogue sociale, le renforcement des campagnes de sensibilisations des populations en faveur de la paix, l'impartialité de la justice et surtout l'employabilité des jeunes pour maintenir la paix dans cette région.

En plus des autorités communales et régionales, cette activité a connu la participation du directeur national des droits de l'homme, des libertés publiques et de la citoyenneté du Ministère de l'Unité nationale et de la Citoyenneté.

Les travaux ont pris fin par l'élaboration d'une stratégie régionale de consolidation de la paix avec le concours de tous les acteurs.

Association Mains Solidaires (AMAS)

fait le diagnostic des causes profondes des conflits intercommunautaires récurrents en Guinée forestière.

« La présente étude vise à contribuer au renforcement des capacités de réconciliation intercommunautaire en vue de restaurer et de consolider une paix durable dans la région...

L'analyse diagnostique des conflits en Guinée forestière met en évidence deux types de causes généralement difficiles à dissocier : les causes immédiates (ou facteurs de déclenchement) et les causes lointaines et (ou profondes) et ce, quel que soit le type de conflit (intercommunautaire ou intracommunautaire) ...

Les facteurs de déclenchement ou causes immédiates des conflits observés en Guinée Forestière peuvent être regroupés en sept (7) majeurs : la mal gouvernance, les ressentiments identitaires, le foncier, la récupération d'incidents, le leadership religieux ou la chefferie traditionnelle, la destruction des cultures des autochtones par des bœufs appartenant à des éleveurs allochtones.

En termes de typologie et d'analyse des dimensions des conflits identifiés, il ressort de nos analyses que les conflits à caractère intercommunautaire prédominent. En effet, 71% des conflits observés sont intercommunautaires et 29% de types intracommunautaires...

Au regard des analyses faites des données collectées, un certain nombre de recommandations générales se dégagent structurées en trois axes : i) l'axe de recherche action et de communication, ii) ; l'axe socioculturel et politique ; iii) l'axe politique. De ces axes de recommandations, un cadre stratégique de leur mise en œuvre a été élaboré suivant les quatre principales causes profondes des conflits identifiés et analysés. »

(Extraits du Rapport Final de AMAS, « Diagnostic des causes profondes des conflits intercommunautaires récurrents en Guinée forestière », Avril 2016.

## V. PRESENTATION ACORD, WANEP ET PBF



Le réseau WANEP-Guinée est le réseau national membre du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP). Créé en 2003, il œuvre dans le domaine de la prévention, la gestion des conflits et la consolidation de la paix en Guinée. Pour atteindre

cet objectif, le réseau s'appuie sur des programmes dont :

- Le programme d'éducation de la jeunesse à la culture de la paix à travers lequel le réseau cherche à promouvoir la culture de la non-violence et de la paix au sein des communautés en mettant un accent particulier sur les enfants et les jeunes dans les écoles et secteurs informels.
  - Le programme des femmes engagées dans la construction de la paix (WIPNET) à travers lequel WANEP-Guinée favorise l'intégration et la transversalité de la perspective "Genre" dans l'édification de la paix et la prévention des conflits au niveau communautaire, national et régional.
  - Le programme de l'observatoire de la justice à travers lequel le réseau veille à l'accès de la population à une justice équitable et au respect des droits humains fondamentaux.
  - Le programme d'Alerte Précoce qui vise l'amélioration de la sécurité humaine par la surveillance des situations et des rapports sociopolitiques qui pourraient dégénérer en conflits, conflits violents et destructeurs.
  - Le programme de recherche en édification de la paix et renforcement des capacités à travers lequel les études, enquêtes et formations en peacebuilding sont souvent entreprises pour une meilleure intervention sur le terrain.
- L'ensemble de ces programmes concourent à l'atteinte des objectifs du réseau dans la droite ligne de la vision qu'il s'est assigné à savoir :

### VISION :

"L'Afrique de l'ouest est une région caractérisée par une diversité culturelle, sociale et économique qui peut être valorisée pour son développement socioéconomique et politique à travers la mobilisation des organisations de la société civile autour d'un idéal de paix."

### MISSION :

WANEP Guinée cherche à renforcer et à faciliter le développement des mécanismes de coopération entre les organisations de la société civile guinéenne à la base œuvrant dans la culture de la paix et les partenaires externes en vue de créer un cadre permanent de concertation sur la culture de la paix, la transformation du conflit, la réconciliation nationale et la promotion des valeurs sociales locales dans le processus de culture de la paix.

### BUT :

"Contribuer à la promotion de la stabilité socioéconomique et politique de la sous-région et surtout du pays à travers la mobilisation des organisations de la société civile et des acteurs politiques autour de la relance du dialogue politique et de la réconciliation nationale."

Adresses : WANEP-GUINEE, Kipé, Carrefour Imperial, Face Pharmacie Afia, BP : 4331 Conakry, République de Guinée.

Email : [info@wanepguinea.org](mailto:info@wanepguinea.org) / [www.wanep.org](http://www.wanep.org) / [tolnofadoua@yahoo.fr](mailto:tolnofadoua@yahoo.fr), Mobile : (+224) 622 21 59 97/ 664 27 25 86/ 657 00 11 02



### VISION :

La vision d'ACORD est celle d'une société dans laquelle tous les citoyens ont la possibilité de jouir de leurs droits et d'assumer leurs responsabilités.

### ACTIONS :

Les programmes d'ACORD sont mis en œuvre en collaboration avec un grand nombre de partenaires et de communautés dans 18 pays africains.

Depuis plus de trois décennies, ACORD travaille en collaboration avec de nombreuses organisations communautaires autour de quatre axes thématique que sont les moyens d'existence, la consolidation de la paix, le VIH/SIDA et le droit des femmes, avec pour but de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, à travers une combinaison d'actions pratiques, de travaux de recherche et de plaidoyer.

ACORD s'emploie à donner les moyens aux communautés de faire face aux causes profondes de violence et de consolider une paix durable au niveau local.

Bureau ACORD Guinée / Tél.: +224 622 30 17 18 - 631 30 17 18 - 655 28 33 26 - BP: 1653 - Conakry, République de Guinée - Skype: macky.bah4 - Site web: [www.acordinternational.org](http://www.acordinternational.org)



Le fonds de consolidation de la paix a été institué par le secrétaire général de l'ONU le 11 octobre 2006. Il a pour objectif d'apporter une aide financière à certains Etats tout juste sortis de conflits afin d'éviter le retour des hostilités. En juillet 2008, le secrétaire général des Nations Unies a déclaré la Guinée exceptionnellement éligible à ce fonds vu le contexte spécifique de forte tension interne ainsi que l'effort important fait par la Guinée dans la gestion des conflits en Sierra Leone et au Liberia.



**Ouvrons tous pour la paix !**